



## EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

**N° 446**      **Objet : ANNULE et REMPLACE l'arrêté n°145 en date du 1<sup>er</sup> Avril 2015**  
**Rue de la Maillardaie (à son angle avec le Quai Surcouf)**  
**Stationnement des véhicules limité à 10 minutes sur les 3 premiers**  
**emplacements situés à gauche**  
**(Emplacements matérialisés en zone bleue)**

Le Maire de la Ville de REDON,

Vu le code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de la Route portant règlement général de la circulation,

Vu l'article R 610-5 du Code Pénal,

Vu les Lois dites « MAPTAM » du 27 janvier 2014 et « ALUR » du 24 mars 2014 et notamment l'article L.5211-9-2 du CGCT prévoyant le transfert automatique des pouvoirs de police spéciale des Maires au Président de l'EPCI,

Vu l'arrêté n°2017-560 de la Communauté de Communes du Pays de Redon en date du 6 juillet 2017 portant renoncement au transfert des pouvoirs de police spéciale des Maires au Président de la CCPR et notamment en matière de voirie pour la circulation et le stationnement, ainsi que pour la délivrance des autorisations de stationnement de taxi,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, sur la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière modifiée,

Vu le décret 2007-1503 du 19 octobre 2007 relatif au dispositif de contrôle de la durée de stationnement urbain complété par l'arrêté du 6 décembre 2007 relatif au modèle type de dispositif de contrôle de la durée de stationnement urbain (disque européen de stationnement),

Vu l'arrêté municipal n°145 en date du 1<sup>er</sup> Avril 2015,

Considérant que dans les 6 mois qui ont suivi l'élection du Président de l'EPCI, le Maire de Redon n'a pas notifié son opposition au transfert de ses pouvoirs de police spéciale. L'ensemble des arrêtés pris en matière de voirie pour la circulation et le stationnement, ainsi que pour la délivrance des autorisations de stationnement de taxi, ont nécessité d'être mis en conformité,

Considérant que dans un but d'intérêt général, il y a lieu de limiter le stationnement des véhicules à 10 minutes sur les 3 premiers emplacements situés à gauche de la rue de la Maillardaie à son angle avec le Quai Surcouf (emplacements matérialisés en zone bleue),

**ARRETE :**

**ARTICLE I :** Cet arrêté annule et remplace l'arrêté n°145 en date du 1<sup>er</sup> Avril 2015, néanmoins les mesures prises en matière de réglementation de voirie et notamment de stationnement restent et demeurent inchangées.

**ARTICLE II :** Le stationnement des véhicules est limité à 10 minutes sur les 3 premiers emplacements situés à gauche de la rue de la Maillardaie à son angle avec le Quai Surcouf (emplacements matérialisés en zone bleue).

**ARTICLE III :** Le dispositif de contrôle doit être placé à l'avant du véhicule en stationnement, et sur la face interne ou à proximité immédiate du pare-brise, si celui-ci en est muni, de manière à pouvoir être, dans tous les cas, facilement consulté, sans que le personnel affecté à la surveillance de la voie publique ait à s'engager sur la chaussée.

**ARTICLE IV :** Tout stationnement irrégulier en agglomération contraire aux dispositions des articles R 417-3 et R 417-6 du Code de la Route est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la première classe.

**Sont considérées comme « infractions » :**

- 1) l'absence de dispositif de contrôle de la durée du stationnement (R 417-3) ;
- 2) l'apposition d'un dispositif de contrôle de la durée non conforme (R 417-3) ;
- 3) le dispositif de contrôle de la durée mal placé (R 417-3) ;
- 4) le dépassement de la durée maximale de stationnement en zone limitée (R 417-6).

**ARTICLE V :** La signalisation adéquate informant les conducteurs de cette prescription sera matérialisée conformément à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE VI :** Le présent arrêté prendra effet dès la mise en place de la signalisation par les Services Techniques de la Ville de REDON.

**ARTICLE VII :** Le Maire de REDON, le Capitaine de Brigade de Gendarmerie chargé de la Circonscription, le Chef de service de la Police Municipale, le Directeur Général des Services, le Directeur des Services Techniques, les agents placés sous leurs ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A REDON, le 1<sup>er</sup> Août 2017  
Le Maire  
Pascal DUCHENE

